

Projet de zonage d'assainissement des eaux usées



Partie 2 : CONCLUSIONS ET AVIS

Commissaire enquêteur : Eric YVERNÈS

1

SOMMAIRE

Chapitre 1. Objet de l'enquête

Chapitre 2. Cadre juridique et les enjeux

2.1 Cadre juridique

2.1.1 La Loi sur l'Eau

2.1.2 Codes, directives et décrets

2.1.3 Le Service d'Assainissement Non Collectif de Flers Agglo (SPANC)

2.2 Enjeux

Chapitre 3. Le dossier

3.1 Les pièces du dossier

3.2 Le projet

Chapitre 4. Déroulement de l'enquête

4.1 Les permanences

4.2 La participation du public

4.3 L'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe)

Chapitre 5. Conclusions et avis

5.1 Conclusions

5.2 Avis

Chapitre 1. Objet de l'enquête

Dans le cadre des articles L.123-1, R.123-1 et suivants du Code de l'environnement, l'enquête publique a pour objet d'assurer l'information du public, sa participation et la communication relatives aux dispositions du projet de zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Lonlay-le-Tesson. L'enquête publique vise donc à recueillir ses avis, suggestions et éventuelles contre-propositions, prendre en compte les intérêts des tiers et élargir les éléments nécessaires à l'information des décideurs et des autorités compétentes avant toute prise de décision.

Pour le cas présent, l'enquête porte sur le projet de :

« Zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Lonlay-le-Tesson »

Le porteur de projet Communauté d'Agglomération Flers Agglo a pris la décision de conserver un assainissement Non Collectif (ANC) sur l'ensemble du périmètre de la commune de Lonlay-le-Tesson.

Toutes les installations individuelles de traitement des eaux usées domestiques doivent être conformes aux règles sanitaires et environnementales visant à préserver ou améliorer le bon état écologique du réseau hydrographique de la commune et de tout le bassin versant aval.

Il s'agit donc de prendre en compte :

- Les évolutions techniques des systèmes d'assainissement non collectif,
- Les évolutions de la réglementation,
- Les aspects économiques pour les riverains et la collectivité.

A la suite de l'enquête publique, le commissaire enquêteur présente un rapport comportant toutes les remarques, suggestions, propositions, ou oppositions...

Tous ces éléments ont été recueillis lors des différentes permanences.

Les réponses apportées par le maître d'ouvrage et le commissaire enquêteur figurent également dans ce document.

Tous ces éléments sont rendus publics.

Chapitre 2. Cadre juridique

2.1 Cadre juridique et réglementaire du projet de zonage

2.1.1 La loi sur l'eau

L'article 35 de la loi sur l'eau n°92-3 du 3 janvier 1992 introduit la notion de zonage d'assainissement et modifie le code des collectivités locales.

Cette notion est maintenant définie par l'article 54 de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques n°2006-1772 du 30 décembre 2006.

2.1.2 Les codes, directives et décrets

Ce projet relève également des codes et directives suivants :

- Code Général des collectivités territoriales (notamment les articles L.2224-7 à L.2224-11-5 et R.2224-6 à R.2224-22-6) ;
- Code de la santé publique (article L.1331-1) ;
- Code de l'urbanisme (articles L.151-24 ; R.151-49 ; R.151-20) ;
- Code de l'environnement (article R.214-32) ;
- Directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 ;
- Décret n° 2020-828 du 30 juin 2020 modifiant la nomenclature et la procédure en matière de police de l'eau.

L'article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales précise dans son deuxième alinéa :

« les communes ou leurs établissements publics de coopération (EPCI) délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement » :

(Les zones d'assainissement non collectif ne sont pas concernées et nous citerons donc uniquement le deuxième alinéa):

2°) « Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ».

Pour compléter l'examen du cadre juridique de ce dossier, il faut noter que :

- Le Commissaire enquêteur a été désigné par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Caen par décision N° E24000036 / 14 en date du 21 mai 2024,
- Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Flers Agglo, Monsieur Yves GASDOUÉ, a prescrit l'ouverture de l'enquête publique par arrêté N° 24 A 316 du 6 juin 2024.

2.1.3 Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)

Cette enquête fait aussi référence au règlement du SPANC consultable sur le site internet de Flers Agglo. Ce règlement rappelle de façon formelle les obligations des propriétaires et de la collectivité.

2.5 Les enjeux

La conformité des installations de traitement individuel des eaux usées domestiques est devenue une nécessité (au niveau local comme au niveau national) avant tout rejet dans les eaux superficielles ou par infiltration dans le sol.

Il s'agit en objectif principal de ne pas dégrader l'état écologique de l'ensemble du milieu aquatique situé en aval de la commune. Ne pas le dégrader signifie aussi l'améliorer.

Il faut donc réhabiliter certaines installations d'assainissement non collectif et ainsi rattraper le retard pris au regard de réglementation actuelle.

La commune de Lonlay-le-Tesson se situe en amont des bassins versants des côtes du Calvados de l'Aure à la Dives.

Le caractère sensible de cette situation apparaît ainsi nettement. Il est essentiel de respecter les enjeux et les orientations fondamentales fixées par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie dont l'enjeu principal est de réduire les pollutions, revenir à un bon état écologique des masses d'eau et revenir à une biodiversité satisfaisante. Il en va aussi de la santé publique.

Chapitre 3. Le dossier

3.1 Les pièces du dossier

- Les pièces administratives détaillées au paragraphe 2.4.1 du document 1 rapport.
- Les pièces techniques détaillées au paragraphe 2.4.2 du document 1 rapport.

3.2 Le projet

Le projet de réhabilitation de tous les systèmes d'assainissement non collectif non conformes sur la commune de Lonlay-le-Tesson doit satisfaire à toutes les orientations visant à contribuer à la préservation et l'amélioration écologique de la ressource en eau.

Le zonage d'assainissement vise donc à définir :

- le mode d'assainissement individuel le plus adapté pour toutes les installations non conformes ;
- les responsabilités et obligations respectives des usagers et de la collectivité.

Le Service Eau et Assainissement de Flers Agglo poursuit donc, au travers de ce zonage d'assainissement, un double objectif :

- le rattrapage du retard pris au regard de la réglementation actuelle qui tend vers la mise en conformité de toutes les installations individuelles qui ne le sont pas.
- la possibilité de la mise en œuvre d'une opération groupée permettant l'obtention de subventions (de la part de l'Agence Seine Normandie).

Chapitre 4. Les observations

4.1 Les permanences

Trois permanences de 3h ont été tenues en mairie de Lonlay-leTesson.

L'accueil de la mairie de Lonlay-le-Tesson a été cordial et coopératif. Toutes les permanences se sont déroulées dans des conditions irréprochables (la mise à disposition pour le Commissaire enquêteur de la la Salle du Conseil Municipal, y compris l'accessibilité PMR, et l'assurance de la discrétion lors des entretiens avec les habitants s'étant présentés).

4.2 La participation du public

Le public ne s'est pas déplacé en nombre et est essentiellement venu chercher des informations sur la nature des travaux de mise en conformité de leurs installations, sous quel délais et avec quelles aides ou subventions.

Néanmoins, je considère que toutes les différentes mesures de publicité de cette enquête, annonces légales dans 2 journaux, publication de l'avis d'enquête sur le site internet du porteur de projet Flers Agglo (Service Eau et Assainissement), affichage dans la mairie concernée (Lonlay-le-Tesson) ainsi qu'à toutes les entrées d'agglomération de la commune, ont été réalisées.

De fait, j'estime que le nécessaire a été réalisé pour une bonne information du public sur la tenue de cette enquête, répondant ainsi aux exigences de la participation citoyenne.

4.3 L'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe)

La MRAe avait prescrit dans son avis du 28 septembre 2023 la réalisation d'une évaluation environnementale. Cette étude a été réalisée par Flers Agglo et le Bureau d'études désigné altéreo.

Par courrier du 27/06/2024, la MRAe a présenté ses observations et recommandations qui représentent un avis simple qui est à joindre au dossier de consultation du public (et donc au rapport d'enquête publique).

Le porteur de projet Flers Agglo a répondu à tous les points soulevés par la MRAe.

Chapitre 5. Conclusions et avis

5.1 Conclusions

Suite à l'analyse des observations du public, de la MRAe et des réponses du maître d'ouvrage au Procès Verbal de Synthèse, le Commissaire enquêteur constate :

- ✓ Que l'objectif du projet, visant à mettre en conformité toutes les installations individuelles d'assainissement autonome, préserve l'intérêt général de tous les habitants de la commune mais aussi de tous les habitants résidant dans les communes en aval du bassin versant ;
- ✓ Que les incidences écologiques ont toujours été la préoccupation principale de tous les documents fournis et soumis à l'enquête ;
- ✓ Que tous les documents ont été conçus et rédigés en tenant compte de la géographie particulière de la commune de Lonlay-le-Tesson (en tête de bassin versant), de la structure de ses sols, de sa population et de sa répartition.

5.2 Avis

- ✓ Après étude et analyse du dossier mis à disposition du public ;
- ✓ Après avoir contrôlé l'affichage des avis d'enquête sur les lieux de permanences et au siège de Flers Agglo
- ✓ Après avoir tenu trois permanences qui se sont déroulées sans incident
- ✓ Après analyse des observations

J'estime que l'enquête publique est conforme aux attendus de la loi .

Sur la forme

Considérant que :

- L'enquête s'est déroulée conformément à l'arrêté communautaire de Monsieur le président de la Communauté d'Agglomération Flers Agglo du 6 juin 2024 ;
- L'information du public a été assurée. Le dossier soumis à enquête publique est apparu à la fois succinct mais clair, complet et parfaitement constitué au regard de la réglementation;

- La mise en ligne du dossier et la boîte mail destinée à recevoir les observations, la publicité dans la presse locale (Ouest-France et l'Orne Combattante) aux dates et délais prescrits par la loi, a été assurée.
- Les réponses du maître d'ouvrage au Procès Verbal de Synthèse (y compris les observations et recommandations de la MRAe) ont été prises en compte ;
- Les analyses et conclusions du paragraphe 5.1 ci-dessus.

Sur le fond

Considérant que :

- ✓ Le Commissaire enquêteur n'a pas rencontré d'opposition au projet ;
- ✓ Les engagements du maître d'ouvrage dans le dossier et dans les réponses au PVS ont été réalisés ;
- ✓ Le projet répond aux objectifs de la loi sur l'eau qui définit que la protection de l'eau, sa mise en valeur et le respect des équilibres naturels relèvent bien de l'intérêt général ;
- ✓ L'impact positif du projet sur l'environnement.

En conséquence, j'émet un **avis FAVORABLE** au projet de zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Lonlay-le-Tesson.

- Aucune réserve.
- Aucune recommandation.

Fait à DAMIGNY, le 23 août 2024

Eric YVERNÈS

Commissaire enquêteur